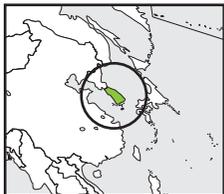


L'étroitesse de la conception gouvernementale de « vert »



Les plans du Gouvernement pour la croissance économique n'ont aucune considération pour les questions sociales ou environnementales. La tendance à s'approcher d'un modèle néo-libéral ne tient pas compte de la distribution des richesses, de la préservation des écosystèmes naturels ni de la participation de la société civile. En attendant, l'économie est de plus en plus dépendante des marchés et des investisseurs étrangers. Le pays ne parvient pas à offrir un niveau de vie de qualité minimale pour les secteurs pauvres de la société, un système de protection adéquat pour les personnes âgées, des installations adéquates pour la prise en charge des enfants ni un système de santé publique performant.

Coalition des citoyens pour la justice économique Kyeheun Ko

Il existe au moins deux obstacles principaux au développement durable en République de Corée : une forte dépendance à un modèle économique basé sur les exportations et une infrastructure de protection sociale faible. Selon un rapport de 2010, la République de Corée est le pays le plus dépendant des exportations et des importations au sein du G20, et les exportations représentent 43,4 % de son produit intérieur brut (PIB) ¹. La même étude a indiqué que la République de Corée est aussi le pays le plus dépendant des investissements étrangers parmi tous les membres du G20 (88 %). La seule préoccupation de l'administration du président Lee Myung-bak est de satisfaire les besoins économiques des propriétaires des grandes entreprises.

L'obsession du Gouvernement pour renforcer le secteur des exportations a entraîné des inégalités profondes entre les grandes entreprises et les petites ou moyennes entreprises. L'économie est dominée par quelques conglomérats, tels que Samsung et Hyundai, et le fossé creusé entre eux et leurs fournisseurs est de plus en plus grand. Alors que les grands conglomérats forment l'épine dorsale de l'économie du pays (par exemple, Samsung est responsable à elle seule de 20 % des exportations), les petites et moyennes entreprises sont la source d'emplois de plus de 80 % de la population active, de sorte que leur santé est cruciale pour l'économie. Pourtant, le nombre de petites entreprises est en baisse ². Quarante-six pour cent d'entre elles sont des sous-traitants qui ne possèdent ni capital propre ni technologie indépendante et, par conséquent, sont subordonnées aux grandes entreprises.

Des inégalités croissantes

Cette situation a conduit à l'augmentation des troubles sociaux et syndicaux et a contribué à affaiblir la demande intérieure à cause du nombre croissant de travailleurs irréguliers et de chômeurs. Au sein des petites et moyennes entreprises, il existe une forte prévalence de travailleurs informels ou irréguliers. Le taux de chômage du pays pour 2011 est passé de 3,6 % en

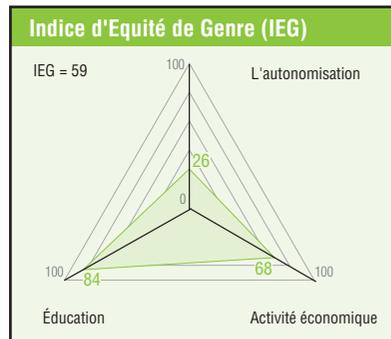
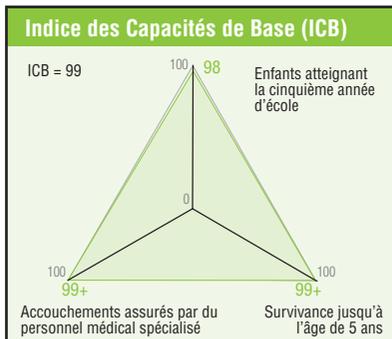
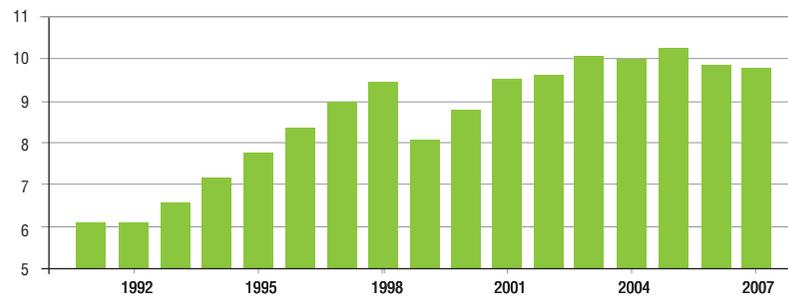


FIGURE 1

Corée du Sud- Emission de CO₂ (en tonnes métriques par tête)



Source : Trading Economics, <www.tradingeconomics.com/singapore/co2-emissions-metric-tons-per-capita-wb-data.html>.

janvier à 4 % en février, selon les données publiées par le Département de statistiques du Gouvernement ³. Le taux de chômage est plus élevé chez les jeunes (8,5 %), et 50 % des récents diplômés universitaires ne parviennent pas à trouver d'emploi.

L'écart de revenu entre les travailleurs formels et informels est en augmentation. En 2010, 2,1 millions de travailleurs avaient un revenu inférieur au salaire minimum (767 USD par mois) ⁴. Le coefficient d'Engel (part des dépenses totales correspondant aux dépenses alimentaires) trimestriel a affiché le chiffre

le plus élevé en sept ans : 13,92 % ⁵. Engel a observé que plus le revenu d'une famille est faible, plus la part du revenu consacrée aux dépenses alimentaires est élevée. Un coefficient croissant suggère une plus grande paupérisation et une augmentation de l'inégalité entre riches et pauvres.

Problèmes environnementaux

Une des principales préoccupations environnementales du pays est la pollution atmosphérique dans les grandes villes (83 % de la population vit dans les zones urbaines) ⁶. La décharge d'égouts et les ef-

1 KBS World, *Korea's dependence on foreign trade*, (14 septembre 2010), <rki.kbs.co.kr/english/news/news_zoom_detail.htm?No=5844>.

2 L. Williamson, "South Korea's small businesses fight for survival," BBC News: Business, (17 août 2011), <www.bbc.co.uk/news/business-14554015>.

3 BBC News Business, *South Korea's unemployment rate rises to year high*, (16 mars 2011), <www.bbc.co.uk/news/business-12756028>.

4 Hong Seock-jae, "S. Korea claims highest rate of low-wage employment in OECD," *The Hankyoreh*, (16 février 2011), <www.hani.co.kr/arti/english_edition/e_national/463674.html>.

5 KBS World, *Engel's coefficient highest in seven years*, (20 août 2011), <rki.kbs.co.kr/english/news/news_Ec_detail.htm?No=83925&id=Ec>.

6 CIA, *The World Factbook: Korea, South*, (27 septembre 2011), <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ks.html>.

fluents industriels ont provoqué la pollution de l'eau, y compris sous la forme de pluies acides.

L'estuaire de Saemangeum - qui abrite 25 espèces d'oiseaux migrateurs et des milliers d'espèces d'animaux et de plantes et représente un moyen de subsistance pour plusieurs communautés de pêcheurs - est une des zones les plus gravement menacées du pays. Le Gouvernement a construit un barrage afin de fournir de l'eau aux exploitations agricoles du littoral et actuellement les sédiments du fleuve sont en train de modifier considérablement l'écosystème. Les oiseaux migrateurs ne peuvent plus nicher dans la région, ce qui a un impact énorme sur la chaîne alimentaire locale. Bien que la plupart des études destinées à évaluer l'impact environnemental ne soient pas accessibles au public dans les phases initiales du projet, dès le départ, plusieurs groupes environnementaux ont exprimé la crainte que le Gouvernement n'ait pas adopté les mesures nécessaires pour offrir de nouvelles zones de nidification aux oiseaux. Le barrage a été achevé en 2006 et l'estuaire a commencé à se remplir des sédiments apportés par les rivières à proximité. Non seulement l'eau de ces rivières était si polluée qu'elle ne pouvait pas être utilisée pour l'agriculture du littoral, mais les sédiments associés étaient tellement saturés de produits chimiques toxiques que la riziculture était également impossible. La région devra donc être utilisée à d'autres fins, mais les dommages de l'environnement sont déjà une réalité. La plupart des espèces d'oiseaux locales sont en danger d'extinction⁷.

Des préoccupations ont également surgi au sein des organisations environnementales concernant les efforts du Gouvernement pour stimuler l'investissement dans l'énergie nucléaire. En 2010, le pays espère satisfaire plus de 50 % de ses besoins énergétiques avec l'énergie nucléaire et obtenir seulement un petit pourcentage d'énergie de sources propres et renouvelables⁸.

Le projet des quatre principaux fleuves

Le projet des quatre principaux fleuves a été lancé en 2009 comme partie intégrale du nouvel ensemble de mesures politiques « vertes » adoptées par le Gouvernement dans le cadre du programme « Bas carbone, croissance verte » (LCGG selon le sigle en anglais) (voir encadré). Ce projet représente 38 % du budget du programme LCGG et il est composé de trois éléments principaux : la revitalisation des fleuves Han, Nakdong, Geum et Yeongsan (les « quatre principaux fleuves ») ; un ensemble de travaux sur les 14 affluents et la restauration d'autres cours d'eau moins importants. Les objectifs déclarés sont la sécurisation des ressources en eau, la mise en œuvre de mesures globales de lutte contre les inondations, l'amélioration de la qualité de l'eau et la création d'espaces qui respectent l'environnement pour le tourisme. Pour atteindre ces objectifs, le cours de nombreux affluents et ruisseaux devra être modifié et les quatre fleuves principaux seront

QU'EST-CE QUE L'ON ENTEND PAR « VERT » ?

Depuis que le président Lee Myung-bak a annoncé le programme Bas carbone, croissance verte (LCGG) comme un paradigme de développement national en août 2008, tous les ministères du pays développent des projets liés à la « croissance verte ». Mais que signifie « vert » dans ce contexte ? La législation coréenne définit ce terme comme « une croissance durable avec moins d'émissions de gaz à effet de serre et un moindre degré de dégradation de l'environnement », et fournit également des définitions spécifiques pour « bas carbone » (qui dans ce contexte signifie une réduction de la dépendance des combustibles fossiles ; l'expansion de l'utilisation d'énergie propre et, par conséquent, la réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à des niveaux acceptables grâce à des mécanismes tels que le stockage de carbone) et la « croissance verte » (définie comme une croissance économique qui cherche à être « en harmonie avec l'environnement » en réduisant la dégradation environnementale). Selon le Gouvernement, l'utilisation d'énergie bas carbone contribuera à la sécurité énergétique, réduira les émissions de gaz à effet de serre et par conséquent servira à lutter contre le changement climatique.

Toutefois, le sens de « vert », tel que défini par le Gouvernement, est différent de celui conféré à ce mot dans le domaine de l'écologie politique, où il englobe également des préoccupations sociales telles que la justice de genre, la démocratie directe et la solidarité. Dans la mesure où le Gouvernement interprète ce terme comme signifiant simplement la réduction des émissions de CO₂ et d'autres polluants de l'environnement, il pourrait proposer l'énergie nucléaire comme source d'énergie « verte », car elle génère des émissions de CO₂ relativement faibles (dans la mesure où l'on ne considère pas le problème de l'évacuation du combustible usé). Le concept de « vert » n'est promu que quand il s'agit d'activités qui contribuent à la croissance économique, ce qui semble être le seul véritable objectif du Gouvernement.

Cela est évident dans les grands projets gouvernementaux, tels que le barrage de l'estuaire de Saemangeum et le projet des quatre fleuves principaux. Ce dernier est une œuvre d'ingénierie de grande envergure qui comprend la construction de 16 barrages comme préparation pour la communication entre les fleuves par le biais de canaux. Ce projet a été proposé comme une stratégie « verte » pour faire face au changement climatique ; néanmoins, cette approche est généralement considérée comme non viable, car il est universellement reconnu que la meilleure stratégie environnementale est l'élimination des barrages et des digues pour permettre que les rivières récupèrent leur cours naturel.

De cette manière, le paradigme du développement durable est remplacé par celui de la « croissance verte », qui est non seulement indifférente à l'équité sociale et à la participation citoyenne, mais possède aussi une capacité très limitée à protéger réellement les écosystèmes du pays.

le site de barrages et de réservoirs qui vont changer radicalement les écosystèmes concernés⁹.

Le projet a attiré les critiques de groupes environnementaux locaux et internationaux tels que les Amis de la Terre (*Friends of the Earth*). Avant de commencer les travaux, il n'y a pas eu d'évaluation de l'impact environnemental ni d'autres types de dialogue avec la société civile, qui, elle, n'a reçu aucune information sur le projet¹⁰. En effet, le projet est mis en œuvre sans aucun égard pour l'opinion publique, puisque 70 % des Coréens critiquent le projet, non seulement parce qu'il n'est pas destiné à restaurer les écosystèmes, mais parce qu'il va carrément les tuer¹¹.

En outre, les quatre provinces qui accueillent le projet ont beaucoup moins de problèmes d'approvisionnement en eau que d'autres régions du pays. Les écologistes ont déclaré qu'en raison du grand nombre d'opérations de dragage, la flore et la faune rares devront être relocalisées et que les réservoirs vont forcer le déplacement des communautés et causer des dégâts dans des sites considérés comme faisant partie du pa-

trimoine culturel. Par ailleurs, le projet est soupçonné avoir violé plusieurs lois, dont la Loi de la Korea Water Resources Corporation et les lois relatives à la politique environnementale, à l'évaluation de l'impact et à la protection du patrimoine culturel¹². Il existe également des doutes quant à la viabilité économique du projet.

Conclusion

Le modèle économique du pays doit passer du principe de « la croissance économique d'abord » à une démarche de développement durable, d'une orientation axée sur les grandes entreprises à la promotion des petites et moyennes entreprises et de politiques favorisant les riches à des politiques favorisant les pauvres. En somme, le pays devrait abolir les politiques néolibérales et se concentrer sur les besoins sociaux et environnementaux.

Le Gouvernement doit réduire sa dépendance envers l'étranger pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises à travers le dégrèvement d'impôts et des avantages financiers. L'expansion de la fonction publique pourrait être la clé d'un processus de création d'emplois qui va jouer un rôle important dans l'amélioration de la qualité de vie en Corée. Il est également nécessaire de favoriser une plus grande participation de la société civile dans les projets et dans les politiques qui exercent un impact sur l'environnement. ■

7 Asia Pacific Business & Technology Report, *Korea: environmental problems & solutions*, (1er février 2010), <www.biztechreport.com/story/417-korea-environmental-problems-solutions>.

8 Ibid.

9 J. Card, "Korea's Four Rivers Project: Economic boost or boondoggle?," *Environment* 360, (Yale School of Forestry & Environmental Studies, 21 septembre 2009), <e360.yale.edu/content/feature.msp?id=2188>.

10 Ibid.

11 Sun-Jin Yun, "Not So Green: A Critique of South Korea's Growth Strategy," *Global Asia* 5(2), (été 2010), <www.globalasia.org/V5N2_Summer_2010/Sun-Jin_Yun.html>.

12 Ibid.